

**RAPPORT N° 2025/3-44
au Bureau Communautaire
en séance du jeudi 26 Juin 2025**

OBJET

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE POUR LES RISQUES SANTE : APPROBATION DE LA PROCEDURE DE CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA REUNION

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent, pour couvrir les risques santé (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident), à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les garanties sont au minimum celles définies au II de l'art. L. 911-7 code de la sécurité sociale (art. L. 827-1 code général de la fonction publique), qui comprennent la prise en charge totale ou partielle des dépenses suivantes :

- La participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations des organismes de sécurité sociale
- Le forfait journalier d'hospitalisation
- Les frais exposés, en sus des tarifs de responsabilité, pour les soins dentaires prothétiques ou d'orthopédie dentofaciale et pour certains dispositifs médicaux à usage individuel admis au remboursement.

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon les modes de contractualisation suivants : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion (CDG) du ressort de l'employeur, sur la base de la procédure décrite dans le décret n°2011-1474.

Au regard de ces contraintes réglementaires, le CDG de la Réunion propose aux collectivités affiliées, un contrat collectif à adhésion facultative afin de permettre aux collectivités de se mettre en conformité avec l'obligation de participation dans les conditions fixées.

Bien que la collectivité réponde déjà à l'obligation prévue par le décret de 2022, que ce soit au regard du montant de la participation (34€ brut actuellement contre 15€ minimum prévu par le décret) et du mode de contractualisation (contrat individuel labellisé), il apparaît opportun de s'inscrire dans la démarche du CDG de la Réunion qui peut être une réelle avancée sociale pour la collectivité et l'ensemble de son personnel.

En effet, cette action s'inscrit dans la promotion d'une politique de santé globale, et permet aux agents ayant des revenus modestes ou des situations familiales complexes de bénéficier d'une couverture de santé de qualité, participant ainsi à réduire les inégalités en matière d'accès à la santé.

L'action sociale en matière de santé et la contribution des employeurs aux frais engagés par leurs agents pour garantir leur accès à la santé agissent sur la qualité du service public, qui s'en trouve renforcée : les agents en bonne santé et satisfaits de leur employeur sont plus performants et motivés, ce qui se traduit par une amélioration des services rendus aux citoyens.

Par ailleurs, adhérer au contrat collectif du Centre de Gestion permettrait des économies d'échelle et de s'affranchir d'une procédure lourde.

Cette démarche prévoit :

- Une première phase dans laquelle les collectivités sont invitées à donner leur accord de principe au CDG pour engager une mise en concurrence pour aboutir à un contrat collectif d'assurance, portant sur le risque santé.
- Une deuxième phase dans laquelle les collectivités seront amenées à se prononcer sur les termes de la convention et le montant de la participation. Cette seconde phase sera soumise ultérieurement au bureau communautaire, après nouvelle consultation pour avis du comité social territorial.

Le Comité Social Territorial a été consulté le 20 juin 2025 et a émis un avis favorable

Accusé de réception en préfecture
07-0000156250626-BC2025-3-44-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Par conséquent, il est proposé :

- D'approuver la participation de la CINOR à la procédure proposée par le CDG dans le but de permettre à la collectivité d'adhérer à la convention de participation et au contrat collectif d'assurance qui sera proposé à l'issue d'une mise en concurrence menée par le CDG, afin de couvrir le risque santé pour un effet des garanties au 01/01/2026.
- D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE PRESIDENT
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2025/3-44
du Bureau Communautaire
en séance du 26 Juin 2025**

OBJET

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE POUR LES RISQUES SANTE : APPROBATION DE LA PROCEDURE DE CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA REUNION

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial rendu le 20 juin 2025 ;

Vu l'avis de la Commission Administration Finances joint en annexe ;

Reception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-44-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Sur le rapport n° 2025/3-44 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la participation de la CINOR à la procédure proposée par le CDG dans le but de permettre à la collectivité d'adhérer à la convention de participation et au contrat collectif d'assurance qui sera proposé à l'issue d'une mise en concurrence menée par le CDG, afin de couvrir le risque santé pour un effet des garanties au 01/01/2026.

ARTICLE 2

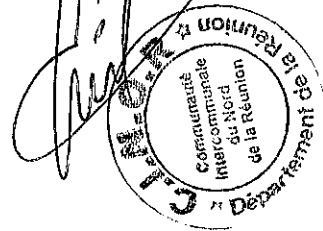
D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches liées à l'exécution de la présente.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-44-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025